

11 avril 2021 : point de presse pour le lancement des *Perspectives économiques régionales*

Wafa Amr, agent principal du département de communication du FMI : Un an après le début de la pandémie, où en est la région, comment s'annonce la reprise et que peuvent faire les dirigeants pour l'accélérer ?

Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI : Merci pour cette question Wafa, et permettez-moi de souhaiter la bienvenue à toutes et tous à l'occasion de la publication de la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales* pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

1. Introduction : L'espoir renaît, mais les trajectoires de reprise s'annoncent divergentes

Il y a un an, lorsque nous avons tenu nos réunions de printemps à distance pour la première fois, le monde était aux prises avec les premiers stades d'une crise humanitaire et économique qui s'emballait. Notre région est passée à l'action avec détermination et rapidité pour tâcher d'endiguer la propagation de la pandémie, et de nombreux pays ont pris des mesures de soutien budgétaire et appliqué une politique monétaire accommodante qui ont permis d'atténuer le choc économique.

Aujourd'hui, un an plus tard, les vaccins contre la COVID-19 et le contexte extérieur favorable nous font espérer que la fin de la crise est en vue. La croissance devrait accélérer dans la région, mais le chemin vers la reprise reste long et inégal selon les pays, dont de nombreux sont à la traîne.

Cela tient à plusieurs raisons.

Premièrement, le déploiement des vaccins varie énormément au sein de la région : certains pays, comme ceux du Conseil de coopération du Golfe et le Maroc, ont déjà bien avancé, mais d'autres risquent de perdre du terrain car la vaccination n'y sera pas généralisée avant 2022–23. Deuxièmement, pour les pays fragiles ou en proie à des conflits, et tout particulièrement les pays à faible revenu, le chemin s'annonce particulièrement ardu, compte tenu de leur accès restreint aux vaccins et de l'instabilité qui les mine. Troisièmement, les pays dont l'économie est largement tributaire de secteurs à forte intensité de contacts, notamment le tourisme, se redresseront plus lentement que les autres. Quatrièmement, les pays qui n'ont pas assuré un soutien budgétaire solide en réponse à la pandémie ont aujourd'hui un plus grand retard à rattraper sur la voie de la reprise. Enfin, le renchérissement du pétrole soutient les soldes budgétaires et extérieurs des pays exportateurs de pétrole et favorise la reprise hors secteur pétrolier, même si les réductions de production décidées par les pays de l'OPEP+ limitent les effets sur la croissance globale.

2. Les perspectives régionales

Dans ce contexte, les perspectives demeurent hautement incertaines : les prévisions pour chaque pays dépendent largement de la trajectoire de la pandémie, de l'importance du tourisme et de la marge de manœuvre des pouvoirs publics. Globalement, la croissance du PIB réel au Moyen-Orient et en Afrique

du Nord devrait se redresser, à 4 % en 2021. Dans le Caucase et en Asie centrale, la production est attendue en hausse de 3,7 % en 2021 et devrait se rapprocher de son niveau d'avant la crise. Accélérer la vaccination pourrait se traduire par une augmentation de la croissance de 1 % d'ici 2022.

La pandémie a exacerbé de nombreuses difficultés économiques dans la région et montré à quel point il reste fort à faire pour protéger les plus vulnérables, assurer l'égalité des chances aux femmes et aux jeunes, et réduire la pauvreté.

Un aspect particulièrement préoccupant pour la suite tient à la hausse de la dette publique et aux tensions financières croissantes, qui se sont aggravées au cours de l'année écoulée et entraveront l'action des pouvoirs publics. Cette observation est très importante, compte tenu du risque d'une remontée rapide des rendements obligataires américains, qui pourrait conduire à un resserrement des conditions financières, de nouvelles sorties de capitaux et une augmentation des écarts de rendement sur les obligations souveraines.

La réponse qui sera apportée à ces questions et à d'autres problèmes dessinera en partie l'avenir de la région ; c'est pourquoi les pays doivent considérer 2021 comme l'année où il faudra mettre en œuvre des politiques qui permettront de mettre un terme à la pandémie, d'accélérer la reprise, de promouvoir la viabilité de la dette et de bâtir des systèmes économiques plus inclusifs et écologiques.

3. Des politiques pour sortir de la crise et construire un avenir meilleur

Premièrement, pour sortir de la crise, il est urgent d'assurer l'accès aux vaccins et de soutenir les systèmes de santé. La coopération régionale et internationale sera indispensable pour que les pays à faible revenu ne soient pas laissés pour compte.

Deuxièmement, pour accélérer la reprise, il importera de maintenir des mesures de soutien souples et bien ciblées jusqu'à ce que la reprise prenne racine. Les nombreux pays dont la marge de manœuvre est insuffisante devront concilier mesures de soutien et viabilité de la dette. L'établissement de stratégies de gestion des finances publiques et de la dette à moyen terme contribuera à réduire la charge élevée de la dette tout en stimulant la croissance au maximum.

Les mesures de soutien doivent cibler les entreprises viables, en particulier celles de petite taille. Il sera également essentiel de préparer les travailleurs au monde d'après la pandémie, en particulier les très nombreux jeunes de la région.

Enfin, pour mieux construire l'avenir, les pays doivent accélérer la transformation et s'attaquer aux défis de longue date qui les freinent, tels que la pauvreté persistante et les changements climatiques. En s'appuyant sur des tendances de fond telles que la transformation numérique, ils prépareront leur économie pour l'avenir et amélioreront l'efficacité des dispositifs de protection sociale, ce qui est vital pour réduire la pauvreté et les inégalités. L'amélioration de la gouvernance doit également constituer une

priorité, tout comme les mesures visant à s'adapter aux changements climatiques et à et investir dans des infrastructures capables de relever ce défi.

En 2020, le FMI a fourni à la région des financements à hauteur de 17 milliards de dollars. À l'heure où les pays entrent dans la phase de la reprise, nous restons un partenaire fidèle de la région, qui s'efforce de sortir de cette crise et de bâtir un avenir meilleur.

Je me réjouis à l'idée de discuter de notre analyse des prévisions relatives à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord lors d'un séminaire en ligne qui se tiendra lundi avec un panel d'experts renommés, et de participer plus tard dans la semaine à un autre événement consacré cette fois au Caucase et à l'Asie centrale.

Sur ce, je répondrai avec plaisir à vos questions.